

Corruption : le patient malgache que l'on renvoie de spécialiste en spécialiste



Un patient malgache fatigué, affaibli et inquiet arrive chez son médecin généraliste. Ce dernier l'écoute, prescrit un traitement, puis l'oriente vers un spécialiste qui ajuste la prescription, ajoute un médicament et l'envoie vers un autre service.

À force de consultations, les traitements s'accumulent. Les effets secondaires aussi.

Au bout du parcours, plus personne ne distingue la maladie initiale des complications provoquées par les traitements successifs.

Cette effarante trajectoire pourrait être celle de Madagascar face à la corruption non maîtrisée qui s'est structurée d'elle-même.

Une pathologie devenue système

En 65 ans d'indépendance, la corruption à Madagascar n'est plus un dysfonctionnement ponctuel. Elle s'est transformée en architecture.

Les alternances politiques n'ont pas inversé la dynamique.

Les réformes annoncées n'ont pas modifié les incitations fondamentales.

Les dispositifs de contrôle ont souvent produit plus de procédures que de résultats.

Le système absorbe les talents. Il les neutralise sans nécessairement les corrompre pénalement. Il les socialise.

Des ingénieurs, des juristes, des économistes, des financiers formés dans les meilleures écoles, entrent dans l'appareil public avec l'intention de réformer. Beaucoup découvrent que leurs

marges de manœuvre sont conditionnées par des équilibres existants. Le problème n'est pas uniquement moral. Il est organisationnel.

La corruption ne se limite pas aux détournements spectaculaires. Elle est souvent diffuse.

Attributions calibrées.
Tolérance sélective.
Ralentissements administratifs stratégiques.
Intermédiations informelles.
Surfacturations discrètes.

Ces mécanismes transforment une économie fragile en économie entravée.

Le thermomètre international

Chaque année, Transparency International publie l'Indice de perception de la corruption.

En 2025, Madagascar obtient un score de 25 sur 100 et se situe dans le bas du classement mondial.

Ce chiffre ne mesure pas la corruption réelle mais la perception agrégée d'acteurs économiques. Cette perception influence l'investissement, le crédit, la confiance et la prime de risque.

Le lien est simple :

- Plus d'opacité.
- Plus d'incertitude.
- Plus de coût du capital.
- Moins d'investissement productif.

La corruption devient ainsi un multiplicateur de pauvreté.

Les effets secondaires invisibles

Dans la métaphore médicale, les effets secondaires masquent progressivement la maladie initiale.

À Madagascar, ils prennent quatre formes principales.

1. Dégradation des services publics

Lorsque les ressources sont inefficacement allouées, l'impact est direct sur l'électricité, l'eau, les infrastructures ou l'éducation.

Le citoyen constate la défaillance sans toujours en identifier la cause structurelle.

2. Désengagement civique

Quand les scandales se succèdent sans conséquences visibles, sans sanctions exemplaires, la confiance s'érode.

Le coût est politique et social.

3. Distorsion concurrentielle

Les entreprises respectueuses des règles subissent un handicap face à celles qui les contournent. L'économie s'organise autour de la proximité plutôt que de la performance.

4. Capture institutionnelle

À mesure que certaines pratiques deviennent normales, les nouveaux entrants s'y adaptent. Le système n'a plus besoin d'imposer. Il intègre.

Pourquoi certaines réformes échouent

Madagascar n'a pourtant pas manqué d'initiatives pour normaliser et assainir le système.

Stratégies nationales.

Engagements internationaux.

Partenariats techniques.

Trois limites reviennent régulièrement pour endiguer cette bonne volonté.

Dépendance hiérarchique

Un organe placé dans une architecture politique dépendante ne peut pas toujours cibler les niveaux supérieurs.

La dissuasion reste partielle.

Dispersion

Multiplier les dossiers sans cibler les chaînes de rente majeure dilue l'effet.

On ne traite que les symptômes périphériques.

Absence de réforme procédurale

Punir sans modifier les règles qui rendent la corruption dissuasive revient à assécher un marécage sans détourner l'eau.

Quand la corruption recule : les mécanismes observés ailleurs pouvant servir d'exemples.

Plusieurs pays ont connu des trajectoires d'amélioration.

Hong Kong

Une agence indépendante créée en 1974 agit sur trois axes :



- Répression,
- Prévention,
- Éducation.

L'élément déterminant n'est pas seulement l'arrestation, mais la réécriture des procédures.

Singapour

Les enquêtes ont concerné des responsables de haut niveau.
Le signal est clair : le rang ne protège pas.

Géorgie

Réforme ciblée de la police et des douanes.
Restructuration rapide. Simplification administrative.
La corruption de guichet chute fortement.

Rwanda et Botswana

Ces pays affichent des indicateurs supérieurs à la moyenne régionale.
Leur point commun : cohérence entre règle et sanction.

Les invariants communs

Cinq éléments apparaissent systématiquement :

- Un organe d'enquête crédible.
- Une réforme des procédures.
- Des poursuites au sommet.
- Une transparence exploitable.
- Un espace civique actif.

Sans ces piliers, la réforme se dissout.

Madagascar : sortir du cycle d'absorption

Toute réforme intégrée au système existant est absorbée.

Toute agence dépendante est neutralisée.

Toute transparence non exploitable devient symbolique.

La question n'est pas d'ajouter une structure.
Elle est de modifier les incitations.

La « refondation » qui reconduit le même édifice

Depuis plusieurs mois, le mot revient avec insistance : refondation. Il suggère rupture, reconstruction, changement d'architecture. Il promet un nouveau départ. Mais dans les faits, la dynamique observée ressemble davantage à un réagencement interne qu'à une transformation structurelle.

Une refondation véritable implique trois conditions minimales :

- Modifier les règles du jeu,
- Modifier les incitations,
- Modifier les rapports de pouvoir.

Or, ce que l'on observe est plus proche d'une redistribution des rôles à l'intérieur du même système que d'une remise à plat des mécanismes qui produisent la rente.

Les institutions restent organisées selon les mêmes chaînes hiérarchiques. Les procédures budgétaires n'ont pas été repensées dans leurs points de vulnérabilité. Les circuits de décision demeurent opaques. Les organes de contrôle restent dépendants de l'architecture politique qu'ils sont censés surveiller.

Dans ces conditions, la « refondation » agit comme un sas de stabilisation. Elle apaise les tensions sans transformer les incitations. Elle change les visages sans changer les structures. Elle promet la moralisation sans modifier les procédures qui rendent la corruption rationnelle.

Le danger n'est pas l'échec spectaculaire. Il est plus subtil. C'est la normalisation progressive d'un discours de rupture qui n'entraîne aucune rupture réelle. La société finit par intégrer que la réforme consiste à redistribuer les positions plutôt qu'à redéfinir les règles.

Une véritable refondation aurait dû commencer par identifier clairement les chaînes de rente, publier les mécanismes de captation, réécrire les procédures budgétaires sensibles et instaurer une traçabilité contraignante sur les flux critiques. Elle aurait dû accepter de déplacer, voire de rompre les équilibres établis.

En l'absence de ces ruptures, le système ne se réforme pas. Il se réajuste.

Et dans la métaphore médicale, ce n'est pas une opération curative. C'est un changement d'équipe autour du même patient.

Ordonnance : réduire la corruption par mécanismes ciblés

La corruption ne disparaîtra pas. Elle peut être réduite. En tentant de réformer partout, Madagascar reformera nulle part.

Un îlot d'intégrité est une zone limitée où la règle change réellement, où la traçabilité devient obligatoire et où l'opacité coûte plus cher que la conformité.

Deux secteurs répondent à ce critère : l'énergie et la douane portuaire.

Îlot 1 : les marchés publics liés à l'énergie

L'énergie structure la dépense publique et la colère sociale.

La population paie l'instabilité électrique.
L'État supporte des transferts importants.
L'économie subit un surcoût permanent.

Les fragilités typiques :

- Achats effectués dans l'urgence
- Contrats complexes peu lisibles
- Décalage entre livraison et paiement
- Chaîne commande/réception/paiement vulnérable

Dans les appels d'offres publics, on retrouve des entreprises comme Galana Distribution, Vivo Energy, Jovena Madagascar ou TotalEnergies. Le point n'est pas d'accuser, mais de constater que ces marchés concentrent volumes et montants.

L'îlot d'intégrité change la logique :

- Publication standardisée des contrats.
- Pas de livraison confirmée, pas de paiement.
- Contrôle croisé des volumes livrés et consommés.
- Pénalités automatiquement appliquées.
- Audit court et régulier.
- Tableau de bord public.

Des indicateurs simples permettent d'évaluer les résultats en 12 mois : écarts de volumes, taux d'avenants, délais de paiement, pénalités exécutées.

Îlot 2 : douanes et port

Si l'énergie est une pompe de dépense, la douane est une pompe de recette.

Des travaux de la Banque mondiale ont montré qu'au port de Toamasina, le contournement des règles d'affectation des inspecteurs était associé à moins de contrôles et à des redressements plus faibles.

Quelques agents et quelques transitaires peuvent concentrer une part significative des pertes.

Les pratiques typiques :

- Sous-évaluation des importations.
- Fraude par classification.
- Contournement de l'affectation.
- Liquidation accélérée.
- Courtage relationnel.

L'îlot agit de manière ciblée :

- Panier restreint de produits à fort rendement fiscal.
- Affectation aléatoire verrouillée et auditée.
- Double contrôle sur dossiers sensibles.
- Rotation des postes exposés.
- Publication d'indicateurs de performance.

Les résultats sont mesurables : taux de redressement, écarts de valeur, gain de recettes sur panier ciblé.

Pourquoi ces deux îlots sont compatibles avec la réalité malgache

Ils évitent trois pièges :

- La réforme totale, qui échoue par surcharge.
- La réforme symbolique, qui échoue par absorption.
- La réforme uniquement répressive, qui échoue faute de modification de la rente.

Peu de périmètre.

Beaucoup de traçabilité.

Des règles claires.

Des preuves répétées.

Dans la métaphore médicale :

- On ne soigne pas tout le corps.
- On traite l'hémorragie principale.
- On stabilise.
- Puis on étend.

Cellule anticorruption restreinte et protégée

Une petite équipe spécialisée, juridiquement protégée, concentrée sur deux ou trois chaînes majeures.

Pas cent dossiers dispersés.

Un effet démonstratif.

Protection des lanceurs d'alerte

Un canal sécurisé et horodaté.

Une protection réelle.

Sans cela, le silence domine.

Traçabilité de vingt flux clés

Identifier les flux budgétaires majeurs.
Journalisation obligatoire.
Audit court.
Sanction automatique.

Surveillance civique structurée

Indicateurs publics.
Méthode.
Indépendance.

Financement sous condition de preuves

Tout soutien financier externe doit être conditionné à une transparence vérifiable.

Pas de financement sans traçabilité.

Les risques

Toute réforme crée des résistances.

Les chaînes de rente sont organisées.
Les intérêts sont transversaux.

La réussite dépendra de trois facteurs :

- Clarté du mandat.
- Protection des réformateurs.
- Soutien citoyen durable.

Conclusion : traiter la cause

Madagascar n'est pas condamné.

Mais prescrire sans modifier la structure qui produit la maladie revient à accumuler des traitements sans effet curatif.

La corruption est devenue systémique parce que les incitations le sont devenues.

La réduire suppose de modifier ces incitations.

Moins de dispersion.
Plus de ciblage.
Moins de rhétorique.
Plus de mécanismes mesurables.



Le patient peut s'améliorer.

Rédaction - Diapason

